

# COMMENT LA DÉMOCRATIE SE PROPAGE

Hubert Vedrine

*Comment la démocratie se propage*

La démocratie est-elle le monde? Oui, bien sûr, puisqu'à la fin des années 1980, le régime soviétique, et ses alliés, se sont effondrés et que de nombreux autres pays ont franchi depuis des étapes significatives dans la voie de la démocratisation. Toutefois, beaucoup d'êtres humains vivent encore sous des régimes non ou peu démocratiques et le débat sur la démocratisation et la démocratie reste ouvert. Je ne peux aborder ce sujet sans souligner au préalable que les Occidentaux me paraissent à nouveau, depuis la chute de l'URSS dans une phase d'ubris. N'étant plus arrêté dans leur zèle prosélyte par la dissuasion, ou les menaces soviétiques, ils estiment plus que jamais que leur mission, leur droit, leur devoir même est de propager leurs valeurs, leur civilisation, c'est-à-dire «la démocratie» partout où elle n'est pas encore implantée. Ce n'est pas étonnant de la part de peuples qui, depuis mille ans, à part quelques brèves périodes, n'ont cessé de s'ingérer dans les affaires des autres, après les indépendances des pays du Tiers-Monde. Et, à cet égard, les Européens, contrairement à ce que l'on a pu croire lors de l'affaire irakienne, ne diffèrent guère des Américains quand à leur croyance dans la supériorité de leurs valeurs sur celles des autres, et sur leur droit à les propager partout, leur «mission civilisatrice» en fait, même s'ils divergent entre eux sur le recours à la force. Les uns et les autres estiment que cette démarche va de soi puisque le postulat est que les valeurs démocratiques occidentales sont les valeurs universelles. »Un homme, une voix» La plupart des peuples non occidentaux affirment d'ailleurs aspirer eux aussi aux mêmes valeurs, en tout cas pour les valeurs humaines fondamentales, mais n'apprécient souvent pas que ce soient les Occidentaux qui leur dictent la façon et le calendrier de leur mise en œuvre, ni que les Occidentaux mêlent constamment les grands principes et leurs intérêts propres, ni s'affranchissent allègrement des ces mêmes valeurs quand cela les arrange. Les Occidentaux sont si sûrs d'eux que cela les conduit souvent à des erreurs d'analyse et de politique. Ainsi, on parle couramment de rétablir la démocratie, même là où elle n'a jamais existé, comme si la démocratie était l'état normal des sociétés. Beaucoup d'Occidentaux estiment que la vraie démocratie est celle qu'ils connaissent aujourd'hui, en oubliant les étapes antérieures. Par exemple pour les Européens d'aujourd'hui le refus de la peine de mort en fait partie, comme pour les Américains, la liberté religieuse ostensible fut-ce au profit des sectes. Car chaque peuple occidental voit la démocratie à sa façon. Les uns et les autres ont aussi tendance à penser que l'instauration de mécanismes démocratiques, par exemple des élections libres, entraîne ipso facto le respect des valeurs démocratiques, et notamment celui des droits de l'Homme. Ils oublient que ces mécanismes n'ont été accessibles que très progressivement aux pauvres, aux noirs, aux femmes, etc., et que les fameuses valeurs n'ont été élaborées, elles aussi, à partir des grands principes proclamés, que très progressivement et mises en œuvre que plus lentement encore. Ils ne comprennent souvent pas que le principe, «un homme, une voix »ne conduit au respect des valeurs démocratiques, comme le respect des droits des minorités, que si les individus se sentent chacun citoyen d'un ensemble, leur pays, et pas d'abord membres d'un groupe plus restreint, ethnique ou autre, et si la culture de la tolérance est déjà enracinée. Au fond, beaucoup d'Occidentaux voient aujourd'hui la démocratie comme une religion à laquelle il suffirait de se convertir, alors qu'elle résulte à l'évidence d'un long processus historique, économique, social, culturel et politique, de démocratisation. Du coup, les Occidentaux ne comprennent pas et n'admettent plus la situation dans les mondes musulman, chinois, indien, russe, africain ou autres. Oublieux de leur propre histoire, croyant que toute l'humanité vit la même chose au même moment, ils sont choqués chaque jour de ce qu'ils voient à la télévision. Ils estiment donc que leur rôle, au nom de leurs «principes» est de condamner, de déclarer, de sanctionner, de conditionner et s'il le faut d'intervenir directement de s'ingérer. Ils se sentent chargés de la démocratisation du monde, comme en d'autres temps de son évangélisation. Aux yeux de certains, c'est même devenu la fonction principale, si ce n'est exclusive, de notre politique étrangère; ils ne doutent pas que les progrès de la démocratie soient les résultats de cette pression constante (syndrome «Chantecler»). Alors qu'à mon avis la démocratie, progresse d'abord du fait de l'implosion des régimes autoritaires, sous le poids de leurs propres échecs, comme l'URSS; du fait du jeu interne des forces sociales et politiques de changement; et ensuite seulement du fait de pressions externes, à condition qu'elles soient intelligemment ajustées et effectuées au bon endroit, ou bon moment, ce à quoi doivent s'employer nos politiques étrangères. Le paradoxe d l'Occident Bien sûr il y a aussi les cas de guerre ou le vainqueur impose de façon discrétionnaire sa loi et son régime, qui peut être la démocratie (Allemagne et Japon en 1945; Irak 2004?). Je suis convaincu en tout cas que réétudier sous cet angle l'histoire tourmentée des pays européens, au cours des trois ou quatre derniers siècles, et les aléas des processus démocratiques conduirait de notre part à moins de prétentions et plus d'intelligence des situations contemporaines. La propagation de la démocratie dans le monde se fera plus ou moins vite, plus ou moins harmonieusement et sera plus ou moins solide, selon que ces facteurs sont plus ou moins bien combinés. La question du rythme du processus de démocratisation est une question sérieuse; elle n'a rien de commun avec la sottise interrogation relativiste du type: «est ce que les Chinois sont faits pour la démocratie?». Et l'affirmation par les Occidentaux du caractère universel, et immédiatement applicable, de leurs valeurs est trop souvent brandie pour se donner bonne conscience et empêche toute réflexion. La démocratisation n'y gagne rien. Il ne s'agit pas de donner aux dictatures deux ou trois siècles de prolongation. Mais, comme personne n'a de formule magique pour transformer instantanément la Chine en un immense Danemark, la Russie en une grande Suède, pour que les élections n'amènent pas au pouvoir des ennemis de la démocratie, ou pour qu'en Afrique les majorités respectent les droits des minorités, il y aura nécessairement des processus, des évolutions longues, des étapes et nous devons vivre avec. Certes, il faut essayer d'accélérer l'histoire, ne pas attendre l'équivalent de nos trois à quatre siècles de maturation démocratique, mais en essayant de ne pas se transformer en apprenti-sorciers (Jimmy Carter favorisant la chute du Shah en Iran et récoltant la révolution islamique). Je pense surtout aux pays où il s'agit d'implanter la démocratie dans des sociétés où elle n'a jamais existé auparavant. Rétablir, restaurer la démocratie même des années ou des décennies après (Amérique Latine, Europe de l'Est), pose moins de problèmes. Globalement, on peut faire le pari que partout où il y aura développement et élévation du niveau de vie et de formation, l'aspiration des populations à la démocratisation et à un meilleur respect des droits de l'homme s'imposera irrésistiblement, avec ou sans drames, aux dirigeants les plus récalcitrants. Ce qui ne veut pas dire que ces démocraties maintiendront ultérieurement entre elles un état de paix perpétuelle et s'occidentaliseront autrement qu'en surface, mais ceci est un autre problème. Enfin il y a le sujet paradoxal de l'avenir de la démocratie ... dans les pays démocratiques. On peut en effet énumérer ce qui la mine. Le coût exorbitant des campagnes électorales médiatiques modernes, qui oblige à rechercher toujours plus de financements; l'impossibilité au sein de l'économie globale de marché - qui impose partout sa loi d'airain, et plus encore au sein de l'Union Européenne - de mener des politiques clairement différentes; l'impression qui s'en dégage pour les électeurs que «droite ou gauche» c'est pareil; la médiatisation, et donc la personnalisation et la futilité croissante des compétitions électorales; la confusion qui en découle sur le rôle des hommes politiques, sourdement contestés à la fois par jalousie égalitariste et par la revendication d'une démocratie toujours plus participative voire directe: ceux-ci sont-ils des vestales chargées d'incarner et de pratiquer des vertus rares pour le compte du corps social qui se décharge sur eux d'un poids trop lourd? Doivent-ils être «proches», mais proches de qui et pour quoi faire? Doivent-ils avoir une vision et du leadership (conception ancienne)? Il est vrai que trop d'hommes politiques, voulant s'adapter aux nouvelles lois du marché politique, alimentent, ce faisant le cercle vicieux. Au bout du compte le citoyen, devenu «consommateur-télespectateur zappeur», n'établit plus de lien clair entre lui, son vote, son pays, la politique, les décisions prises en son nom. Et, après un ou deux votes protestataires, encore porteur à travers leur caractère provoquant, d'une sorte de message, il va grossir les rangs des abstentionnistes. C'est en tout cas un risque. Il serait paradoxal que l'Occident, si content de lui, tout à son zèle missionnaire et prosélyte à l'extérieur, ne parvienne pas à enrayer la perte de sens qui menace d'anémie sa propre démocratie.





01/03/2004